

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
Cellule Carrières
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL CARRIERES BONICEL & FILS

Lueysses
48500 LAVAL DU TARN

Références : 2022-10-741
Code AIOT : 0006602125

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 des installations exploitées par la SARL CARRIERES BONICEL & FILS implantée au lieu-dit Costo Caldo 48500 LAVAL-DU-TARN. L'inspection a été annoncée le 5/09/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de vérifier le respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012289-0009 du 15/10/2012, complétées par celles relatives au plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. La vérification du plan de gestion des déchets s'inscrit dans l'action nationale prévue en 2022 dans les carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CARRIERES BONICEL & FILS
- Costo Caldo 48500 LAVAL DU TARN
- Code AIOT : 0006602125
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert. Des installations de traitement des matériaux extraits, mobiles, sont également présentes par campagnes in situ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le bénéficiaire de l'autorisation (article 1.2 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- la consistance des installations classées (article 1.5 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- la liste des installations classées (article 1.6 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- l'emplacement des installations (article 1.8 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),

- la signalisation, accès, zones dangereuses (article 1.11.2 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- les garanties financières (article 1.11.5 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- les équipements abandonnés (article 2.1.5 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- les déchets d'exploitation (article 6.3 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- l'autocontrôle des niveaux sonores (article 7.3.3 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- le stockage de matériaux et stockage divers (article 8.2.2 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- le phasage de réhabilitation du site (article 8.4 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- la conformité aux plans et données techniques (article 9.1 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- les moyens d'intervention en cas de sinistre (article 10.3.2 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- le stockage des déchets d'extraction inertes (article 11.5 AM du 22/09/1994 modifié),
- le plan d'exploitation (article 15 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- le plan de gestion des déchets d'extraction (article 16 bis AM du 22/09/1994 modifié précité).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Modifications des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.11.5.6	/	Sans objet
10	Autocontrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.3.3	/	Sans objet
12	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 8.4	/	Sans objet
13	Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 9.1	/	Sans objet
15	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
17	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.2	/	Sans objet
2	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.5	/	Sans objet
3	Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.6	/	Sans objet
4	Emplacement des installations	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.11.2	/	Sans objet
6	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.11.5.2	/	Sans objet
8	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 2.1.5	/	Sans objet
9	Déchets d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 6.3	/	Sans objet
11	Stockage de matériaux et stockage divers	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 8.2.2	/	Sans objet
14	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 10.3.2	/	Sans objet
16	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient de souligner le bon entretien du site.

L'inspection préconise de faire réaliser par un bureau d'études compétent en la matière un nouveau plan de phasage ainsi qu'un nouveau calcul des garanties financières sur la base de la réalité de terrain, des zones effectivement en cours d'exploitation et celles remises définitivement en état. L'exploitant s'est engagé à lancer ce dossier dès à présent et à porter à la connaissance de l'inspection fin d'année 2022 / début 2023 ses éléments dûment actualisés et, avant constitution des nouvelles garanties financières relatives à la troisième phase quinquennale.

L'inspection rappelle l'obligation d'établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. L'exploitant s'est engagé à le faire réaliser par un prestataire extérieur, dès à présent.

L'inspection rappelle également l'obligation de réaliser des contrôles des émissions sonores périodiquement. Il a été convenu qu'un tel contrôle serait reporté à 2023, à l'occasion de la prochaine campagne de concassage / criblage.

Concernant la citerne souple réserve incendie de capacité 60 m³, l'exploitant veillera à bien informer l'inspection de sa réception, de sa mise en place dès lors qu'elle sera opérationnelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La demande de renouvellement de l'autorisation en modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de « Costo Caldo » sur le territoire de la commune de LAVAL DU TARN, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, est accordée à la SARL CARRIERES BONICEL et FILS dont les gérants sont messieurs BONICEL Bernard et Alexandre et désignés ci-après « exploitant », domicilié à Lueysse, 48500 LAVAL DU TARN.
Constats : La SARL CARRIERES BONICEL & FILS exploite une carrière de roches calcaires à ciel ouvert ainsi que des installations de traitement des matériaux mobiles fonctionnant par campagnes, au lieu-dit Costo Caldo sur le territoire de la commune de LAVAL-DU-TARN, dûment autorisées par l'arrêté préfectoral n°2012289-0009 du 15/10/2012. Son siège social et l'adresse administrative (postale) sont : Lueysse - 48500 LAVAL-DU-TARN. M. BONICEL Bernard, co-gérant avec M. BONICEL Alexandre, a été remplacé par M. BONICEL Maxime, nouveau co-gérant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R.512-32 du code de l'environnement. Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">. Production annuelle :<ul style="list-style-type: none">- Blocs d'enrochement calcaires : 10 400 m³/an 26 000 t/an- Pierres calcaires à bâtir : 3 200 m³/an 8 000 t/an- Blocs marchands pour le sciage : 2 400 m³/an 6 000 t/an- Matériaux issus du concassage : 24 000 m³/an 60 000 t/an,soit une production totale de 40 000 m³/an 100 000 t/an. Tonnages maximums annuels à extraire : 100 000 tonnes. Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 9 ha 65 a 90 ca (96 590 m²) dont superficie de la zone à exploiter : 5 ha 29 a 56 ca (52 956 m²). Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire. Modalités d'extraction : : explosifs, haveuses rouilleuses et engins mécaniques. Hauteurs maximales des fronts : 15 mètres. Limite inférieure d'extraction : 863 m NGF. Caractéristiques des installations de traitement : concasseur/crible/convoyeurs d'une puissance maximale de 480 kW
Constats : L'inspection a pu vérifier que les installations autorisées sont conformes à la description qui en est faite. La côte minimale d'extraction, limitée à 863 m NGF, est bien respectée comme l'inspection a pu le constater sur le "plan topographique / plan d'ensemble des installations / plan de phasage" daté du 4/10/2022 réalisé par le prestataire SOGEXFO. Le tonnage annuel extrait en 2021 s'élève à 30 000 tonnes. Le tonnage annuel extrait au 30/09/2022 est de l'ordre de 21 000 tonnes. L'inspection a pu constater que : <ul style="list-style-type: none">. la carrière est exploitée en continu,. un retard concernant l'exploitation du gisement par rapport à ce qui était initialement prévu (fin de deuxième phase quinquennale),. les installations de traitement, mobiles, fonctionnent par campagnes de concassage/criblage,. les installations de traitement des matériaux extraits ne fonctionnaient pas le jour du contrôle,. il n'y a aucun stockage d'hydrocarbures sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.6
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques : . 2510 - 1 Exploitation de carrière Production maximale : 100 000 t/an AUTORISATION . 2515 -1 Concassage criblage, la puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 200 kW Concasseur/crible/convoyeurs d'une puissance maximale de 480 kW AUTORISATION
Constats : Deux installations relevant d'un classement ICPE sont exploitées au lieu-dit Costo Caldo sur le territoire communal de LAVAL-DU-TARN : - une carrière à ciel ouvert de calcaire classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées, soumise à autorisation, - des installations mobiles de traitement des matériaux extraits, d'une puissance maximale de l'ordre de 480 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises désormais à ENREGISTREMENT. L'inspection a vérifié le classement éventuel de la station de transit de produits minéraux bruts extraits et des matériaux en attente de commercialisation, constatée sur la plate-forme à l'entrée du site. La superficie de l'aire de transit dédiée étant inférieure à 5 000 m ² , cette installation n'est pas classable au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées.
Observations : A l'occasion d'un prochain APC, il conviendra de rectifier le classement des installations de traitement des matériaux extraits, d'une puissance maximale de l'ordre de 480 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises à ENREGISTREMENT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Emplacement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.8
Thème(s) : Situation administrative, Emplacement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément au plan à l'échelle 1/2000e joint au présent arrêté, la carrière sera implantée, au lieu-dit Coste Caldo sur les parcelles cadastrées 199, 200, 201, 204, 205, 206, 207 de la section C du plan cadastral de la commune de LAVAL DU TARN.
Constats : L'inspection a pu vérifier le bon emplacement des installations ICPE sur le "plan topographique / plan d'ensemble des installations / plan de phasage" daté du 4/10/2022 réalisé par le prestataire SOGEXFO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation, accès, zones dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où les documents de remise en état du site peuvent être consultés.</p> <p>L'accès à la voie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique ; il est réalisé en liaison et en accord avec les autorités compétentes.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Ces dispositions sont mises en place avant le début de l'exploitation.</p>
Constats : L'inspection a pu vérifier sur site le respect des prescriptions relatives à la signalisation, aux accès aux installations et tout particulièrement aux zones dangereuses : <ul style="list-style-type: none">- l'accès au site est contrôlé durant les heures d'activité et interdit en dehors des heures d'ouverture ;- un panneau précise à l'entrée du site le nom de l'exploitant, la référence de l'autorisation et l'objet des travaux ;- l'accès à la voie publique est aménagé de sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique ;- in situ, présence d'un plan de circulation, d'un panneau de limitation de vitesse (20 km/h) ainsi que des panneaux d'interdiction au public et au personnel non autorisé ;- l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture ou des blocs en périphérie du périmètre ICPE ainsi qu'à proximité immédiate des fronts exploités et en exploitation ;- plusieurs pancartes "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC - Tir de mines - Chute de pierres" en nombre suffisant signalent le danger en périphérie du périmètre ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.11.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.</p> <p>Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.</p> <p>Le montant minimum des garanties financières est ainsi fixé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">. 1ère phase quinquennale : 89 908 €. 2ème phase quinquennale : 63 058 €. 3ème phase quinquennale : 78 805 €. 4ème phase quinquennale : 77 979 €. 5ème phase quinquennale : 63 568 €. 6ème phase quinquennale : 79 288 € <p>L'indice TP 01 initial servant au calcul des montants de l'article 1.10.2.2 est égal à 676,1 la TVA est de 19,6 %.</p>
<p>Constats : L'exploitant a pu justifier d'un acte de cautionnement solidaire CREDIT AGRICOLE pour un montant de 58 572,53 € pour la période allant du 5/03/2018 au 5/03/2023.</p> <p>L'exploitant ne sait pas justifier à l'inspection pourquoi le montant garanti est inférieur à celui prescrit pour la deuxième phase quinquennale (63 058 €) alors que l'indice TP01 et le taux de TVA ont augmentés.</p> <p>Compte tenu de la proximité de l'échéance de ladite garantie financière et du retard dans le phasage d'exploitation de la phase quinquennale actuellement en cours, l'inspection a admis ce montant.</p> <p>Au cours des échanges avec l'inspection, l'exploitant a décidé qu'un nouveau dossier relatif à la troisième phase quinquennale, sur la base de la réalité de terrain, de la modification du phasage d'exploitation, des zones en exploitation et celles remises en état, de l'indice TP 01 ainsi que du taux de TVA (20%), serait établi dès cette fin d'année 2022 et porté à la connaissance de l'inspection, tel que prévu réglementairement, et avant constitution des nouvelles garanties financières relatives à cette troisième phase quinquennale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Modifications des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.11.5.6
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
Constats : Compte tenu de la sous-exploitation du gisement, de la modification du phasage d'exploitation, des zones réellement en exploitation et remises en état, de l'évolution de l'indice TP 01, l'exploitant a décidé qu'un nouveau calcul des garanties financières sur la base de la réalité de terrain, des zones effectivement en cours d'exploitation et celles remises définitivement en état, sera porté à la connaissance de l'inspection fin 2022 / début 2023 et avant constitution des nouvelles garanties financières relatives à cette troisième phase quinquennale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 2.1.5
Thème(s) : Autre, Equipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : L'inspection a pu constater des installations bien entretenues, sans équipements abandonnés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Déchets d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 6.3
Thème(s) : Autre, Déchets d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets d'exploitation (stériles) sont réutilisés pour la remise en état du site. Leur stockage dans l'attente de leur réutilisation est réalisé dans les conditions du présent arrêté de manière à garantir l'absence de nuisances ou de pollution pour les terrains agricoles voisins ainsi que pour les eaux superficielles et souterraines.
Constats : L'inspection a pu constaté que les déchets d'exploitation (terres de découverte et stériles d'exploitation) sont - le cas échéant - triés (tri des plus gros cailloux du mélange terre / cailloux 0/100), stockés avant d'être réutilisés pour la remise en état du site. Leur stockage dans l'attente de leur réutilisation est réalisé de sorte à limiter les nuisances ou la pollution des terrains agricoles voisins et des eaux superficielles et souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autocontrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué en limite de propriété, ainsi qu'au niveau des zones à émergence réglementée, lors du fonctionnement de l'installation de broyage concassage. Le premier contrôle sera réalisé dès la première campagne de concassage effectuée après la présente autorisation.</p> <p>Ces contrôles seront effectués tous les trois ans l'exploitant.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité.</p>
<p>Constats : L'inspection n'a pas pu vérifier le respect des niveaux d'émissions sonores.</p> <p>En effet, l'exploitant n'a pas pu fournir à l'inspection un contrôle des niveaux sonores lors du contrôle, ni le lui transmettre post inspection.</p> <p>Il convient de préciser que ce contrôle doit être réalisé lors d'une campagne simultanée d'extraction et de traitement des matériaux extraits, la prochaine campagne étant prévue en 2023.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser un contrôle des niveaux sonores à l'occasion de la prochaine campagne de concassage / criblage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Stockage de matériaux et stockage divers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 8.2.2
Thème(s) : Autre, Stockage de matériaux et stockage divers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de matériaux se feront sur les emplacements prévus dans le dossier de demande d'autorisation. L'emplacement et les pentes des stockages seront définis de façon à limiter le départ et l'écoulement des matières fines à l'extérieur du site afin de prévenir toute pollution des sols ou des cours d'eau.</p> <p>.../...</p>
<p>Constats : Les stockages de matériaux correspondent aux emplacements prévus dans l'étude d'impact et sont réalisés de sorte à limiter les nuisances ou la pollution des terrains agricoles voisins et des eaux superficielles et souterraines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Phasage de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 8.4
Thème(s) : Autre, Phasage de réhabilitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé suivants les documents du dossier de demande d'autorisation, ainsi que par les schémas d'exploitation et de remise en état annexés au présent arrêté.</p> <p>La durée de l'autorisation est découpée en six périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.</p> <p>Le montant des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé à l'article 1.11.5.2.</p> <p>Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.</p>
Constats : Compte tenu de la sous-exploitation du gisement, l'inspection a constaté du retard dans le respect des phasages d'exploitation. Les travaux de réhabilitation, tels qu'initialement prévus, présentent également du retard. Comme déjà précisé dans les fiches de constats 6 et 7, l'exploitant a décidé qu'un nouveau plan de phasage ainsi qu'un nouveau calcul des garanties financières sur la base de la réalité de terrain, des zones effectivement en cours d'exploitation et celles remises définitivement en état, seront portés à la connaissance de l'inspection fin d'année 2022 / début 2023 et avant constitution des nouvelles garanties financières relatives à cette troisième phase quinquennale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 9.1
Thème(s) : Autre, Conformité aux plans et données techniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière sera exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande modifiée et complétée pour tenir compte des dispositions du présent arrêté. Les plans prévisionnels d'exploitation et des périodes de garanties financières sont annexés au présent arrêté.
Constats : L'inspection a constaté du retard dans le respect des phasages d'exploitation. Le plan prévisionnel ainsi que le calcul des garanties financières relatifs à la troisième phase quinquennale d'exploitation doivent être actualisés. Comme déjà précisé dans les fiches de constats 6, 7 et 12, l'exploitant a décidé qu'un nouveau plan de phasage ainsi qu'un nouveau calcul des garanties financières sur la base de la réalité de terrain, des zones effectivement en cours d'exploitation et celles remises définitivement en état, seront portés à la connaissance de l'inspection fin d'année 2022 / début 2023 et avant constitution des nouvelles garanties financières relatives à cette troisième phase quinquennale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 10.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit disposer sur le site, pendant les heures d'activité, d'un moyen d'alerte des services de secours et former le personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre.</p> <p>Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques. Ces appareils sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an, ils sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances. En tant que de besoin ces matériels sont protégés contre le gel.</p> <p>De plus, l'exploitant met en place les moyens suivants visant à assurer la défense extérieure :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en place une citerne de 30 m3 d'eau minimum sur le site et accessible en tous temps par les sapeurs pompiers,- maintien dans un rayon de 50 mètres autour de la carrière d'une zone régulièrement débroussaillée.
Constats : L'inspection a pu vérifier : . que chaque engin est équipé d'un extincteur conforme aux normes en vigueur ; . qu'une citerne souple réserve incendie de capacité 60 m3 a été commandée (vu BC n°CM2200102 du 23/09/2022). Elle devrait être livrée avant fin novembre 2022 et sera installée en limite nord de la carrière. Elle sera accessible en tous temps par les sapeurs pompiers. Elle sera alimentée par les eaux pluviales issues de la toiture du hangar présent en dehors du périmètre ICPE et non concerné par les activités de la carrière (stockage d'engins agricoles). Aux dires de l'exploitant, compte tenu de la période hivernale à venir, la citerne devrait être remplie sous 1 mois. Concernant le maintien dans un rayon de 50 mètres autour de la carrière d'une zone régulièrement débroussaillée, ce moyen de lutte contre l'incendie est difficilement réalisable dans la mesure où le site est entouré de terrains agricoles. Toutefois, l'inspection a pu constater qu'il s'agit principalement de terrains cultivés exempt de broussailles. La bande de 10 mètres à l'intérieur du périmètre ICPE autorisé a été constatée débroussaillée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser. Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none">- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;- à la récupération et au traitement des lixiviats ;- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes (terres de découverte et produits après passage dans les installations de traitement et qui ne peuvent pas être valorisés) sont gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution des terrains agricoles voisins et des eaux superficielles et souterraines. Par contre, l'exploitant ne peut pas justifier à l'inspection qu'il assure un suivi des quantités et des caractéristiques des terres de découverte et des déchets d'extraction inertes stockés. Aucun plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes n'est établi. Il appartient à l'exploitant d'établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Les éléments et le plan précédemment mentionnés doivent y figurer (cf constat 17).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection un "plan topographique / plan d'ensemble des installations / plan de phasage" daté du 4/10/2022 réalisé par le prestataire SOGEXFO.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas établi un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. L'inspection insiste sur le fait que le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière doit comprendre les différents éléments stipulés à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet